



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 31 octobre 2019 — N° 76

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Mégantic sur le sujet suivant : *Le nouveau programme de théâtre de la Polyvalente de Disraeli.*
- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Félicitations à Mme Eve Zittel pour son prix Leviers.*
- La députée de Chicoutimi sur le sujet suivant : *Reconnaissance de deux membres de la Légion royale canadienne d'Arvida et Chicoutimi, messieurs Steeve Brown et Luc Fortier.*
- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Souligner le premier Salon de l'emploi et de la formation de Saint-Michel.*
- Le député de Drummond–Bois-Francs sur le sujet suivant : *Le 80^e anniversaire du Cercle de Fermières St-Joseph.*
- Le député de Gouin sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de La Piaule.*
- La députée de Lotbinière-Frontenac sur le sujet suivant : *50^e anniversaire de la polyvalente Pamphile-Le May.*
- La députée d'Argenteuil sur le sujet suivant : *Agriculture communautaire, un projet novateur à répandre.*
- La députée de Labelle sur le sujet suivant : *Hommage à madame Denise Julien pour sa contribution à l'industrie forestière régionale et nationale.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion présentée par la députée de Mercier en vertu de l'article 97 du Règlement :

QUE la Commission des relations avec les citoyens, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 197, Loi modifiant la loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques le mardi 21 janvier 2020 de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 h 45 ainsi que le mercredi 22 janvier 2020 de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 45;

QU'à cette fin, la Commission entende les personnes et les organismes suivants :

Équiterre
Institut de l'environnement, du développement durable et de
l'économie circulaire
Office de protection des consommateurs
M. Jonathan Mayer, chargé de cours à l'Université de
Sherbrooke (instigateur du projet de loi 197) et/ou la faculté
de droit de cette université
M. Martin Masse, fondateur de l'entreprise Zone Accro
Mme Agnès Beaulieu de l'Insertec Angus
Les Amis de la terre de Québec
Recyc-Québec
Front québécois pour la gestion écologique des déchets
Association québécoise Zéro déchet du Québec
Bureau de normalisation du Québec
Le chantier de l'Économie sociale

QU'une période de 12 minutes soit prévue pour les
remarques préliminaires répartie de la manière suivante : 5 minutes
34 secondes pour le groupe parlementaire formant le
gouvernement, 3 minutes 43 secondes pour l'opposition officielle,
56 secondes au deuxième groupe d'opposition, 56 secondes au
troisième groupe d'opposition et finalement 51 secondes au député
de Chomedey;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme
soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la
Commission soit d'une durée maximale de 35 minutes partagées
ainsi : 16 minutes 15 secondes pour le groupe parlementaire
formant le gouvernement, 10 minutes 50 secondes pour
l'opposition officielle, 2 minutes 43 secondes pour le deuxième
groupe d'opposition, 2 minutes 43 secondes pour le troisième
groupe d'opposition et 2 minutes 30 secondes pour le député de
Chomedey;

QUE l'organisation des travaux soit confiée au comité
directeur de la Commission, notamment l'aménagement de
l'horaire selon les éventuelles demandes de changements des
personnes et des organismes;

QUE le député de Chomedey soit membre de ladite
Commission pour la durée du mandat;

QUE la ministre de la Justice soit membre de ladite Commission pour la durée du mandat.

Motion d'amendement présentée par la députée de Saint-Laurent :

QUE la motion de la députée de Mercier soit amendée de la manière suivante :

À la 10^e ligne, après le mot « suivants : », ajouter les mots : « , ainsi que tous ceux qu'elle pourrait juger nécessaire de convoquer : ».

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 2) Projet de loi n° 31
Loi modifiant principalement la Loi sur la pharmacie afin de favoriser l'accès à certains services
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 13 juin 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **9 octobre 2019**
- 3) Projet de loi n° 32
Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel
Présenté par la ministre de la Justice le **13 juin 2019**
- 4) Projet de loi n° 35
Loi visant à moderniser certaines règles relatives à la publicité foncière et à favoriser la diffusion de l'information géospatiale
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **19 septembre 2019**

- 5) Projet de loi n° 37*
Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 septembre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **30 octobre 2019**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 6) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le **25 septembre 2019**
- 7) Projet de loi n° 40
Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le **1^{er} octobre 2019**
- 8) Projet de loi n° 43
Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d'autres dispositions afin de favoriser l'accès aux services de santé
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 octobre 2019**
- 9) Projet de loi n° 45
Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **30 octobre 2019**

Étude détaillée en commission

- 10) Projet de loi n° 15
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Présenté par la ministre du Tourisme le 28 mai 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 11) Projet de loi n° 16**
Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 3 avril 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 14 mai 2019
Principe adopté le **16 mai 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 12) Projet de loi n° 18**
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 25 septembre 2019
Principe adopté le **26 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 13) Projet de loi n° 23**
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 14) Projet de loi n° 27**
Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation
Présenté par le ministre de l'Économie et de l'Innovation le 12 juin 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 3 octobre 2019
Principe adopté le **23 octobre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 15)** Projet de loi n° 29
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées
Présenté par le ministre de la Justice le 5 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **24 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 16)** Projet de loi n° 34
Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 12 juin 2019
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2019
Principe adopté le **10 octobre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 17)** Projet de loi n° 38
Loi modifiant certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 26 septembre 2019
Principe adopté le **30 octobre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 18)** Projet de loi n° 36
Loi modifiant la Loi sur les compagnies concernant la participation et la prise de décision aux assemblées des personnes morales sans capital-actions
Présenté par le ministre des Finances le 19 septembre 2019
Principe adopté le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 8 octobre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **9 octobre 2019**

Adoption

19) Projet de loi n° 5

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans

Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le 14 février 2019

Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 5 juin 2019

Principe adopté le 14 juin 2019

Rapport amendé de la Commission de la culture et de l'éducation adopté le 29 octobre 2019

Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Bourassa-Sauvé le **30 octobre 2019**

20) Projet de loi n° 28

Loi permettant la mise en place de certaines mesures en matière de santé et de services sociaux liées au statut géographique particulier de la région sociosanitaire de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 7 juin 2019

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 17 septembre 2019

Principe adopté le 24 septembre 2019

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le **29 octobre 2019**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

21) Projet de loi n° 190

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social

Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

- 22) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 23) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 24) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 26) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 27) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 28) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 29) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**

- 30)** Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 31)** Projet de loi n° 390
Loi remplaçant la Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **18 avril 2019**
- 32)** Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 33)** Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 34)** Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 35)** Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 36)** Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 37)** Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

38) 23 octobre 2019

Motion par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et la République de Bulgarie.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 2 novembre 2019.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 2

Loi resserrant l'encadrement du cannabis

Adopté le **29 octobre 2019**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de la Société d'habitation du Québec, et sur le chapitre 2 du rapport de mai 2019 du Vérificateur général intitulé « Programme AccèsLogis Québec : exploitation des immeubles ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 34**, Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité (mandat confié le 10 octobre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

Mandat d'initiative

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (mandat confié le 16 mai 2019).

Mandat conféré par une loi

- Étudier le rapport de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 40**, Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires (mandat confié le 24 octobre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 27**, Loi concernant principalement l'organisation gouvernementale en matière d'économie et d'innovation (mandat confié le 23 octobre 2019).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 38**, Loi modifiant certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public (mandat confié le 30 octobre 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 29**, Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées (mandat confié le 24 septembre 2019).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 32**, Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel (mandat confié le 22 octobre 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 18**, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes (mandat confié le 26 septembre 2019).

Mandat réglementaire

- Interpellation de la députée d’Anjou–Louis-Riel à la ministre de la Justice sur le sujet suivant : *La nécessité pour le gouvernement caquiste de mettre en place des mesures concrètes afin de renforcer la protection des consommateurs québécois, notamment les jeunes, en matière de gestion des finances personnelles* (avis donné le 24 octobre 2019).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat d’initiative

- L’augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l’attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L’ENVIRONNEMENT

COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l’Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l’exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 91) Mme Melançon (Verdun) – **31 octobre 2019**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le rapport à la ministre sur l'application des dispositions du chapitre VI.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (chapitre P9.002) au sujet des pouvoirs de la ministre exercés par la Ville de Québec a été déposé à l'Assemblée nationale le 18 septembre 2019.

Ce rapport découle de l'adoption en décembre 2016 de la Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs.

Cette loi incluait une modification à la Loi sur le patrimoine culturel afin de permettre à la Ville de Québec d'exercer certains pouvoirs au nom de la ministre dans les aires de protection, les sites patrimoniaux déclarés et les sites patrimoniaux classés présents sur son territoire. De façon générale, ces pouvoirs concernent la délivrance d'autorisations à réaliser certains travaux autres que de la démolition en tout ou en partie d'un immeuble, de l'érection d'une nouvelle construction et de l'excavation du sol, même à l'intérieur d'un bâtiment, accessoire à une telle démolition ou érection. De plus, la Ville est maintenant responsable des inspections ainsi que des poursuites pénales découlant des infractions liées à l'exercice des pouvoirs délégués.

En page 8 de ce rapport, au bas d'un tableau faisant état du nombre d'autorisations délivrées par la Ville de Québec en exercice des pouvoirs de la ministre qui lui sont délégués, il est inscrit, concernant l'inspection de la conformité des travaux effectués suite à ces autorisations, que les données sont actuellement non-disponibles.

La ministre peut-elle nous indiquer quand compte-t-elle obtenir les données sur les inspections de conformité des travaux et peut-elle s'engager à les déposer à l'Assemblée nationale en complément d'information au rapport du 18 septembre 2019?

De même, le rapport met de l'avant plusieurs pistes de solutions afin de faciliter l'exercice des pouvoirs qui sont délégués à la Ville de Québec. La ministre peut-elle nous indiquer son échéancier de travail à ce sujet et nous indiquer le suivi qui sera apporté à ces recommandations?

92) Mme Melançon (Verdun) – **31 octobre 2019**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le ministère de la Culture et des Communications s'est doté d'un plan d'action de développement durable 2016-2020 qui prévoit notamment une action visant à mettre en œuvre le processus de prise en compte des principes de développement durable dans l'ensemble des actions structurantes menées par le Ministère.

Le rapport annuel de gestion 2018-2019 du Ministère fait état d'un ralentissement important de la progression des résultats à ce sujet. Après une progression de 46% en 2017-2018, les principes de développement durable ont été pris en compte dans seulement 50% des actions structurantes en 2018-2019.

Cette progression de seulement 4% dans la dernière année laisse présager que la cible de 100% ne sera pas atteinte d'ici le 31 mars 2020, ce qui pousse d'ailleurs le Ministère à indiquer la mention « À surveiller » au sujet de l'état d'avancement de cette action.

La ministre peut-elle nous indiquer quelles actions a-t-elle prises afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs contenus dans le plan d'action de développement durable 2016-2020 du ministère de la Culture et des Communications et peut-elle confirmer que l'entièreté des actions structurantes menées par le Ministère auront pris en compte les principes de développement durable tel que prévu au 31 mars 2020?

93) Mme Melançon (Verdun) – **31 octobre 2019**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le Centre de conservation du Québec offre des services tarifés en restauration d'objets ou d'œuvres d'art ainsi que des services d'expertise en matière de conservation préventive, de formation et de documentation.

Ces services tarifés prévoient notamment un tarif de 76\$ par heure pour les organismes à but non lucratif privés, comme les organismes communautaires, les sociétés d'histoire et les centres d'archives privés. Ce tarif est en hausse de 5,5% par rapport à la tarification précédente qui était de 72\$ par heure.

Au sujet de toute hausse de la tarification, le premier ministre a déclaré le 3 octobre dernier : « Ce qu'on vient dire aux Québécois, là, puis on l'a promis pendant la campagne électorale, c'est qu'au Québec, à l'avenir, aucun impôt, aucune taxe, aucun tarif ne va augmenter de plus que l'inflation. C'est une promesse, puis comme toutes nos promesses, on va la tenir. »

Considérant que l'inflation au Québec en 2018 était de 1,8%, comment la ministre peut-elle réconcilier cette hausse de tarif de 5,5% avec l'engagement formel du premier ministre?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 29 octobre 2019
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019 – *ministre des Finances*
- b) 29 octobre 2019
Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification – *ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi assurant la mise en œuvre de certaines mesures du partenariat 2020-2024 entre le gouvernement du Québec et les municipalités – *ministre des Affaires municipales et de l'Habitation*
- bb) Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles – *ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation*
- cc) Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès – *député de Pontiac*
- dd) Interpellation du député de Laval-des-Rapides au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles sur le sujet suivant : *L'absence de remboursement des trop-perçus aux consommateurs québécois promis par la Coalition Avenir Québec et l'affaiblissement de la Régie de l'énergie.*